



POINT DE REPÈRE

Conseil Régional de Lorraine - La Lettre du Groupe Socialiste

www.groupeps-crlorraine.info

Janvier 2007 - N° 64 - 1,50 €

POINT

■ **Budget 2007** - L'Etat transfert l'imposition aux régions. La Lorraine n'est pas épargnée.

page 2

■ **Dernière minute** : Des moyens insuffisants...

page 2

2007, année de tous les possibles

EDITO



En 2002, on nous annonçait la disparition de la **fracture sociale**...

En 2003, l'**emploi** devait être au cœur des préoccupations...

En 2004, la **croissance** devait être la plus forte jamais espérée...

En 2005, la France devait être redressée grâce à l'**innovation** et la **recherche**...

En 2006, on nous annonçait toutes les **solutions** pour résoudre les problèmes des banlieues...

Pour 2007, tout ce qui n'a pas été fait depuis 2002 sera réalisé d'ici

au mois d'avril...

"L'avenir est quelque chose qui se surmonte. On ne subit pas l'avenir, on le fait. (G. Bernanos)"

En 2004, la **majorité régionale** passait à gauche. Nous vous proposons la **gratuité des manuels** et l'**aide aux premiers équipements scolaires**, le **développement des TER**, la **modernisation des lycées**, un **soutien accru aux entreprises**, l'**accompagnement des agriculteurs**, un **plan formation à l'échelon lorrain**, une meilleure **attractivité de notre région**, une politique volontaire en faveur de l'**environnement**.

Fin 2006, le **contrat passé avec les lorrains a été rempli**, malgré les freins ou les blocages constants provenant du gouvernement.

L'élaboration du **budget primitif 2007** en est l'exemple flagrant.

2007 sera, j'en suis persuadé, l'année de tous les possibles, de tous les espoirs. Il nous suffit de le vouloir en brisant tous les conservatismes pour donner à chacun un vrai désir d'avenir.

J'adresse tous mes vœux de bonheur, de santé et de prospérité, à tous les lorrains, en particulier à ceux qui souffrent dans leur cœur ou dans leur vie.

Jean-Pierre LIOUVILLE
Président du groupe socialiste
au Conseil Régional de Lorraine



Bulletin trimestriel de l'Association
LORRAINE SOCIALISTE
Groupe Socialiste - Hôtel de Région
BP 81004 - 57036 METZ CEDEX 1
Téléphone : 03 87 33 62 56
Fax : 03 87 32 30 14
Directeur de la Publication :
Jean-Pierre LIOUVILLE
N° Commission Paritaire : 06 07 P 10981
imp. Klein - Knutange
Mise en page : Infoconseil
Dépôt légal : 760 - Prix numéro : 1,50 €
Abonnement annuel : 5 €
CCP N° 3 892 50 A Nancy
Crédit photos : GROUPE PS

BUDGET 2007 : L'ETAT TRANSFERT L'IMPOSITION AUX RÉGIONS. LA LORRAINE N'EST PAS ÉPARGNÉE.

À notre arrivée, en 2004, nous avons trouvé une institution molle, sans ambition, qui fonctionnait au quotidien, sans perspectives d'avenir. Nous avons dû remettre à plat ses prérogatives pour lui donner un nouvel élan, conformément à nos engagements de campagne. Nous avons ainsi rompu avec l'immobilisme et le conservatisme qui avait prévalu jusqu'alors. Au même moment, une nouvelle loi de décentralisation était mise en place, donnant plus de compétences aux régions. Elle prévoyait, comme il est inscrit dans la constitution, **la compensation, à l'euro près, des charges financières induites... Pur leurre.**

Un budget, pour une collectivité locale, pour la Région, conditionne **la feuille de route** de ce que elle met en œuvre pour

le bien-être des lorraines et les lorrains, dans le présent, mais aussi pour leur avenir. Mais cette route est chaotique, envahie de nids de poule creusés par l'Etat et qu'il faut contourner si l'on ne veut pas casser la **mécanique qui a mal été entretenue par nos prédécesseurs.**

L'élaboration du budget régional n'a pas été simple, car la **Lorraine**, au même titre que l'ensemble des autres régions, est **malmenée voir maltraitée.** Même Adrien Zeller (président de la seule région métropolitaine de droite -ndlr) annonce : *«Si cela continue, dans 3 ans, on met la clef sous le paillason !».*

Rappelons que la réforme de la DGF en 2004, rendant toutes les Régions contributrices à des degrés divers à la péréqua-

tion, a dégradé la progression de cette même péréquation.

En effet, l'Etat ne nous a pas laissé d'autre choix que d'aller vers le taux plein de la TIPP, afin de compenser ces écarts pour assurer un équilibre de ces charges transférées par l'Etat (*voir explications sur le site du groupe*).

À cela s'ajoutent des **charges non compensées à ce jour**, pour les agents transférés de l'éducation nationale (TOS) - frais de formation, d'assurance, cotisations diverses, mise aux normes des locaux de travail, compléments de régime indemnitaires - évalués à près de 2M€ pour 2007. Au terme du transfert, **ce seront près de 15 M€ annuels qu'il nous faudra trouver.**

Car malgré les difficultés occasionnées par la non compensation des charges transférées, nous n'entendons pas renoncer à ce pourquoi nous avons été élus,

- la **gratuité scolaire pour les lycéens**, concerne ou concernera toutes les familles.
- le **développement des investissements en matière ferroviaire**, rend plus agréables les transports en même temps que l'on participe à la réduction de l'effet de serre, en luttant contre le tout routier.
- De même que la politique tarifaire attractive qui a vu grimper **très fortement la fréquentation TER.**
- Nous ne renoncerons pas mais accentuerons les financements en direction de l'**enseignement supérieur**, facteur d'avenir.
- Au niveau des **lycées et centres de formation**, qui représentent près d'un tiers du budget régional, **nous poursuivons notre effort**, sans faire comme nos prédécesseurs qui n'agissaient que dans l'urgence au niveau des travaux, par exemple.
- Nous ne renoncerons pas aux **aides aux entreprises** même si elles sont conditionnées, et c'est bien normal, à des critères économiques et sociaux.
- Nous ne renoncerons pas à l'aide à la **vie associative, sportive et culturelle** ni aux **aides territoriales**, même si certaines communes ou communautés d'agglomérations qui se vantent d'avoir une politique fiscale faible, qui critiquent allègrement en la déformant la politique fiscale de la Région, mais qui viennent souvent, trop souvent, demander l'aide financière de la Région pour financer leurs investissements, cela sera plus dur. Nous n'augmenterons pas les impôts à leur place. Pour ne pas augmenter l'imposition, rappelons que le CG57 emprunte 233 M€. Le jour où il ne pourra plus emprunter, ce sera le coup de massue pour ses contribuables !

La liste serait encore longue de tout ce que nous continuerons à faire malgré tout dans le champ de la **formation professionnelle** ou de l'**environnement** par exemple

L'arrivée du TGV le 10 juin prochain, s'il est source de développement tant espéré pour la Lorraine, marquera l'arrêt des trains interrégionaux et leurs transferts de gestion aux Régions.

Pour notre part et après déduction de la compensation financière prévue par l'Etat et afin d'assurer et poursuivre la qualité de services, c'est une charge supplémentaire que la Région devra supporter.

Ce **désengagement de l'Etat** conduit immanquablement à l'augmentation de nos ressources par la fiscalité concernant le fonctionnement et par l'emprunt si l'on veut poursuivre nos investissements.

Ainsi, la réforme de la dotation globale de fonctionnement, le nouveau calcul de la dotation globale de décentralisation et le plafonnement du taux de la valeur ajoutée en matière de taxe professionnelle conduisent à un **manque à gagner pour la région de 12 M€.**

Les nouvelles obligations incombant à la région en matière de trains interrégionaux en 2007 ne seront pas entièrement compensées. Le différentiel est de l'ordre de **5M€ à la charge de la région**, hors renouvellement matériel ferroviaire.

Enfin, si les transferts de compétence décidés par la loi du 13 août 2004 sont financés par la TIPP, il n'en est pas ainsi pour les **frais induits. Ils sont évalués à 1 M€.**

Ce manque financier représente à lui seul 18 millions d'euros.

L'érosion des ressources due aux réformes successives (TP, DGF), ainsi que les nouvelles obligations incombant à la Région et non entièrement compensées (TOS, trains interrégionaux, etc.) conduisent à proposer une augmentation du prélèvement fiscal des ménages et des entreprises de 18 %.

Les taux applicables en 2007 sont donc :

- * Taxe sur le foncier bâti : 2,68 %
- * Taxe sur le foncier non bâti : 8,07 %
- * Taxe professionnelle : 2,54 %

- Le Budget Primitif pour 2007 s'élève, en crédits de paiement, à **868,79 M€**, en progression de 3,67 % par rapport au Budget Primitif 2006, et à **791,53 M€** en autorisations de programme et autorisations d'engagement.

Que représente l'impôt régional et qui le paie ?

La taxe d'habitation : zéro pour la Région. Tous les Lorrains qui sont locataires et qui bénéficient des aides citées plus haut ne paient pas d'impôt à la Région.

Seul la taxe sur le foncier bâti, donc les propriétaires, apporte une contribution à la Région.

Pour 2007, ce sera une augmentation moyenne de moins d'un euro par mois pour 52% des contribuables, puisque la Région ne perçoit pas de taxe chez les locataires.

À titre d'exemple, un département, pour le même résultat financier n'augmenterait que de 2 à 4 %, soit beaucoup moins.

Sur le site du groupe socialiste, les détails complets du budget primitif 2007 et les tableaux explicatifs correspondants

Dernière minute :

Même pour Philippe Leroy, président du département de Moselle, les moyens financiers transférés par l'Etat ne suivent pas dans l'élargissement des compétences routières.

Dans sa lettre N°6 de janvier 2007, il précise :

Des moyens insuffisants

... Cependant, le coût de l'entretien des RNIL transférés et le montant des investissements nécessaires pour garantir aux mosellans une qualité équivalente sur l'ensemble du nouveau réseau départemental sont nettement supérieurs aux moyens financiers transférés par l'Etat...